

"La longue mue européenne de la Turquie" dans Libération (17 décembre 2004)

Légende: Le 17 décembre 2004, le quotidien français Libération dresse l'inventaire des difficultés qui pourraient parsemer les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Source: Libération. 17.12.2004. Paris.

Copyright: (c) Libération

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"la_longue_mue_europeenne_de_la_turquie"_dans_liberation_17_decembre_2004-fr-d7fcf536-56b4-48f6-aa5f-ef27835921f5.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

La longue mue européenne de la Turquie

Le processus d'élargissement pourrait dérouter et retourner l'opinion turque europhile.

Le feu vert aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne conclut 141 ans d'attente pour Ankara. Mais un nouveau marathon commence. Et il sera peut-être encore plus difficile. *«Une perspective plus ferme d'adhésion ne sera pas automatiquement porteuse de prospérité. Et il faudra passer par les fourches courtoises de la politique agricole, de l'équilibre budgétaire et de bien autres choses, dont ni le citoyen de base ni la plupart des hommes politiques turcs n'imaginent la complexité, ni surtout ce qui les sépare des conditions actuelles»*, souligne Stéphane Yerasimos, professeur à l'Institut français de géopolitique. Il y aura, certes, le puissant levier que représente l'europhilie des Turcs, à près de 80% enthousiastes pour une Union synonyme, à leurs yeux, de plus de démocratie et de bien-être. Le Premier ministre Erdogan à l'unisson de toute la classe politique, martèle que *«l'UE est le plus grand projet politique de la Turquie»*. Les sondages montrent néanmoins que la plupart des Turcs ignorent tout de la machine communautaire, et ce qu'elle impliquera en transformations sociales souvent douloureuses pour le pays.

Dans les ex-pays de l'Est, le processus d'élargissement a entraîné une poussée populiste et eurosceptique. La Turquie connaîtra vraisemblablement un phénomène similaire, avec la montée d'un «souverainisme» toujours très présent dans cette République fondée sur le modèle jacobin, et aussi, surtout, de l'islamisme. Au risque de sérieux tangages. *«Stade suprême de l'occidentalisation de la Turquie, l'entrée dans l'UE suppose le renoncement au modèle qui l'a permis, c'est-à-dire l'Etat-nation kémaliste, jacobin et laïc, discrètement autoritaire»*, prédit Olivier Roy, du CNRS, spécialiste de l'islamisme.

Les critères de Copenhague, condition posée aux négociations, notamment sur les droits de l'homme ont imposé de profonds changements institutionnels, et le déclin du rôle politique de l'armée jusqu'alors gardienne de la laïcité républicaine. *«Ce retrait de l'armée, obtenu avec le soutien de Bruxelles, est très positif. Mais cela crée aussi un déséquilibre institutionnel. Et personne n'a encore réellement réfléchi aux moyens de le rétablir»*, reconnaît Ahmet Insel, professeur à Paris-I.

Pragmatique. Issu du mouvement islamiste, l'AKP, le parti d'Erdogan, a remporté les élections de novembre 2002, avec 34% des voix et près de deux tiers des sièges. Sa victoire diplomatique à Bruxelles consacre les changements qu'il a menés depuis deux ans, et accroît encore le soutien à l'AKP des grands groupes industriels et des classes moyennes. *«Pragmatique, Erdogan a compris que les réformes qu'imposera une intégration future représentent les meilleures garanties de liberté d'expression et de développement pour l'islam politique»*, explique Mehmet Metiner, ancien collaborateur d'Erdogan à la mairie du grand Istanbul. Ce projet politique se définit comme «conservateur» et récuse toute référence à l'islam.

Ambiguïté. Libéraux par intérêt bien compris sur le plan institutionnel, les dirigeants, et surtout le leader de l'AKP, n'en restent pas moins très croyants et ultraconservateurs en matière de mœurs. Leur tentative de repénaliser l'adultère, à l'automne, a créé la première crise majeure avec Bruxelles. Erdogan affiche volontiers son attachement *«aux valeurs européennes»*, mais cela n'a pas empêché la Turquie - qui préside cette année l'Organisation de la conférence islamique regroupant les pays musulmans - de laisser passer, lors de son sommet de juin, une motion critiquant l'ingérence au nom de *«l'universalité des droits de l'homme»*, et dénonçant *«la condamnation par l'UE de la peine de lapidation»*. Un exemple parmi tant d'autres. Ces ambiguïtés pourraient bien freiner la marche turque vers l'UE.

MARC SEMO